



**PRÉFET  
DE LA MARNE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,  
de l'Aménagement et du Logement  
Grand Est**

**Unité départementale de la Marne**  
Horaires d'ouverture : 9h30-11h30 / 14h00-16h00  
Parc technologique Henri Farman  
10 rue Clément Ader  
51 100 REIMS

Reims, le

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 12/11/2024

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

**SUN DESHY**

SUN DESHY  
route de Pogny  
51240 Francheville

Références : D1 i 2024 985  
Code AIOT : 0005701721

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 12/11/2024 dans l'établissement SUN DESHY implanté Route de Contault 51330 Noirlieu. L'inspection a été annoncée le 23/10/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette visite s'inscrit dans le plan pluriannuel des contrôles 2024

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- SUN DESHY
- Route de Contault 51330 Noirlieu
- Code AIOT : 0005701721
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société SUN DESHY exploite sur la commune de NOIRLIEU une usine de déshydratation de luzerne destinée à l'alimentation animale ainsi que la fabrication de granules de bois, ensachés ou en vrac, destinés au chauffage.

La capacité de production du site est d'environ 30 000 tonnes ( 20000 pour la luzerne et 10000 pour le mailuz) ainsi que 10 000 tonnes de bois.

### **Thèmes de l'inspection :**

- Air
- ATEX
- Risque incendie
- Stratégie de défense incendie

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

### **2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	EAU	Arrêté Préfectoral du 08/11/2007, article 5.1	Sans objet
2	Épandage	Arrêté Préfectoral du 08/11/2007, article 9.12	Sans objet
3	installations électriques	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 21, section III	Sans objet
4	Risques	Arrêté Préfectoral du 08/11/2007, article 4.2	Sans objet
5	Exploitation	Arrêté Préfectoral du 08/11/0007, article 3.5	Sans objet
6	Air et odeurs	Arrêté Préfectoral du 08/11/2007, article 6.5	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'ensemble des prescriptions est réalisé par l'exploitant, les écarts des différents contrôles sont régulièrement levés.

L'exploitant a transmis à l'inspection, en amont et en aval de la visite, tous les documents demandés.

### 2-4) Fiches de constats

#### N° 1 : EAU

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 08/11/2007, article 5.1
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Prélèvements d'eau
<b>Prescription contrôlée :</b>  <i>"Les prélèvements d'eau s'effectuent à partir d'une arrivée d'eau potable du réseau communal à hauteur de 50 m3 par an et à partir d'un forage à hauteur de 1000 m3/an.  L'usage du forage est strictement réservé aux sinistres et aux exercices de secours, aux sanitaires et au lavage des véhicules.  L'ouvrage de raccordement sur un réseau public est équipé d'un dispositif de disconnexion.  [...]"</i>
<b>Constats :</b>  La consommation en eau de Sundeshy sur l'année 2023 est de 3113 m <sup>3</sup> , et au 04/11/2024 de 1416 m <sup>3</sup> .  Il est à noter que deux exploitations sont sur le même forage, Sundeshy Noirliu et le Méthaniseur de la société Champargonne biogaz. Suite à un "porter à connaissance" contenant une étude hydrogéologique, le prélèvement demandé de 15000 m <sup>3</sup> pour les deux entités a été validé par le service instructeur et fait actuellement l'objet d'un projet d'arrêté préfectoral complémentaire. La répartition du prélèvement est la suivante, 8000 m <sup>3</sup> pour Sundeshy et 7000 m <sup>3</sup> pour Champargonne.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

## N° 2 : Épandage

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 08/11/2007, article 9.12
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Analyses des effluents
<b>Prescription contrôlée :</b>  <i>"Les effluents sont analysés deux fois par an sur les paramètres suivants : matières en suspension, pH, DCO, rapport C/N, azote total, azote ammoniacal, azote organique, phosphore total (en P2O5), potassium total (en K2O), magnésium total (en MgO), calcium total (en CaO), sulfates, chlorures, sodium.</i>  <i>Les teneurs des éléments traces métalliques et hydrocarbures devront être analysées lors de la première année d'épandage ou si leur qualité est susceptible de changer.</i>  <i>Les méthodes d'échantillonnage et d'analyse des effluents sont conformes aux dispositions de l'annexe VII d de l'arrêté du 2 février 1998 ou de texte subséquent éventuel.</i> <i>Le volume des effluents épandus est mesuré et enregistré."</i>
<b>Constats :</b>  L'exploitant a remis à l'inspection le suivi agronomique des années 2021, 2022 et 2023 ainsi que les deux analyses annuelles 2022 et 2023 sur les effluents.  En raison de la faible quantité d'effluents épandue, 4519 m <sup>3</sup> en 2021, 3895 m <sup>3</sup> en 2022 et 6181 m <sup>3</sup> en 2023 (12000 m <sup>3</sup> dans l'autorisation), l'exploitant demande de pouvoir se soustraire à la prescription de l'article 9.17 "suivi de la qualité de la nappe" de l'arrêté préfectoral n°2007 A 109 IC du 8 novembre 2007.  Suite à l'analyse du suivi agronomique 2021, 2022 et 2023 et les résultats 2022 et 2023 sur les effluents, l'inspection constate que: <ul style="list-style-type: none"><li>• les valeurs agronomiques moyennes des effluents sont conformes aux prescriptions de l'arrêté préfectoral d'autorisation;</li><li>• les valeurs sur les paramètres Arsenic, Cadmium, Chrome, Cuivre, Mercure, Nickel, Plomb et Zinc sont inférieures aux limites de quantification;</li><li>• la somme des 7 principaux polychlorobiphényles (PCB) est inférieure à la limite de quantification;</li><li>• les résultats d'analyses sur les paramètres Fluoranthène, Benzo fluoranthène et Benzo pyrène sont très inférieurs aux valeurs limites fixées dans l'arrêté préfectoral.</li></ul> Par ailleurs, l'inspection a comparé les résultats des prélèvements sur effluents des années 2022 et 2023 aux valeurs seuils de l'arrêté ministériel du 17 décembre 2008 modifié, établissant les critères de non-dégradation des masses d'eaux souterraines. Aucun paramètre n'a une valeur au-dessus des valeurs seuils.
<b>Observation formulée à l'exploitant à la suite du constat :</b>  Ainsi, en raison des résultats présentés, la levée de ce suivi piézométrique peut être envisagée. Néanmoins, la demande de l'exploitant de ses conditions d'exploitation doit être officiellement sollicitée auprès de monsieur le Préfet de la Marne. Aussi, cette sollicitation pourra être formalisée sous forme d'un PAC (Porter à connaissance) intégrant la demande ainsi que l'ensemble des éléments justificatifs nécessaires à son instruction (historique des analyses sur les effluents, etc.). Le suivi piézométrique imposé par la prescription de l'article 9.17 "suivi de la qualité de la nappe" de l'arrêté préfectoral n°2007 A 109 IC du 8 novembre 2007 pourra donc être revue.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

### N° 3 : installations électriques

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 21, section III
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, dispositions relatives à la protection contre la foudre
<b>Prescription contrôlée :</b> "[...] « L'état des dispositifs de protection contre la foudre des installations fait l'objet d'une vérification complète tous les deux ans par un organisme compétent.  « Toutes ces vérifications sont décrites dans une notice de vérification et de maintenance. « Les vérifications ont notamment pour objet de s'assurer que le système de protection contre la foudre est conforme aux exigences de l'étude technique et que tous les composants du système de protection contre la foudre sont en bon état et capables d'assurer les fonctions pour lesquelles ils ont été conçus.  « La réalisation des vérifications conformément aux normes NF EN 62305-3, NF EN 62305-4 ou NF C 17-102 permet de répondre à ces exigences. » [...]"
<b>Constats :</b> La non conformité NC1 du rapport foudre de 2021 a été résorbée, l'inspection a pu constater la continuité de la terre par la mise en place d'une tresse de 50 mm <sup>2</sup> sur l'IPN du hangar 3.  L'exploitant a également transmis la vérification complète foudre réalisée le 06/11/2023. 3 remarques sont présentes : <ul style="list-style-type: none"><li>• La NC2 de 2021 relative à l'absence de panonceau sur la zone de dépotage et l'escalier d'accès à la passerelle;</li><li>• La préconisation d'un disjoncteur C60N 50A (bureaux administratifs);</li><li>• Le remplacement les cartouches actuelles par des cartouches avec une tension de coupure de 440V (bureaux administratifs).</li></ul> L'exploitant indique que les panonceaux sont en commande, que le disjoncteur a été remplacé ainsi que les cartouches actuelles.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b> L'exploitant s'engage à communiquer à l'inspection les photos des panonceaux aux endroits indiqués, le nouveau disjoncteur en place, et le bon de commande des cartouches avec une tension de coupure de 440 V.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

### N° 4 : Risques

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 08/11/2007, article 4.2
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Moyens de lutte contre l'incendie
<b>Prescription contrôlée :</b> "L'établissement doit être doté : <ul style="list-style-type: none"><li>• d'un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours ;</li><li>• de plans des locaux facilitant l'intervention des services d'incendie et de secours ;</li></ul> L'installation doit être dotée de moyens de secours contre l'incendie adaptés aux risques, conformes aux normes en vigueur, en nombre suffisant et correctement répartis sur la superficie à protéger, notamment : - de robinets d'incendie armés (RIA) répartis dans le hall de l'usine. Ils sont protégés contre le gel ;

- de dispositifs permettant l'arrosage des produits dans les tambours,  
- d'extincteurs répartis à l'intérieur des locaux, sur les aires extérieures et les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction doivent être appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les produits stockés ;

- assurer la défense externe contre l'incendie par 3 poteaux d'incendie normalisés assurant un débit de 60 m<sup>3</sup>/h sous 1bar de pression dynamique. Dans la mesure où le réseau hydraulique ne permettrait pas l'alimentation des 3 poteaux d'incendie de diamètre 100 mm normalisés, la défense devra être assurée à partir de points d'eau d'une capacité de 3x 120 m<sup>3</sup> conformes aux dispositions de la circulaire interministérielle n° 465 du 10 décembre 1951.

Le site disposant de 138 m<sup>3</sup> de réserve incendie à la date de notification du présent arrêté, dans le cas où il serait impossible de mettre en place deux autres poteaux, il conviendra de compléter la réserve d'eau par 120 m<sup>3</sup> supplémentaires par poteau manquant.

La localisation de la ou des réserve(s) d'eau , la nature de l'eau (s'il s'agit d'eaux de condensats par exemple) et les dispositifs de raccord, devront faire l'objet d'un accord écrit préalable du service d'incendie et de secours.

Les dispositions du présent article devront être respectées dans un délai maximum de 6 mois.

Les points d'aspiration doivent toujours être d'un accès facile et aménagés au plus près des réserves ou points d'eau naturels afin de constituer des aires ou plates-formes dont la superficie sera telle que la manœuvre des engins et la manipulation du matériel puissent s'effectuer aisément. Cette superficie sera au minimum :

- de 12 m<sup>2</sup> (4 m de longueur et 3 m de largeur pour les motopompes)
- de 32 m<sup>2</sup> (8 m de longueur sur 4 m de largeur pour les autopompes).

La hauteur pratique d'aspiration ne devra pas dépasser 5 m au-dessous de l'axe de la pompe avec une immersion de la crépine de 0,80 m au-dessous du niveau le plus bas du plan d'eau. Ces points d'aspiration seront en tous temps signalés par des pancartes très visibles.

Les lagunes doivent permettre de pouvoir recueillir les eaux utilisées pour l'extinction soit un volume minimum de 360 m<sup>3</sup>. L'exploitant devra garantir par tout moyen visuel ou sonore que ce volume est libre en permanence.

Les eaux ainsi collectées ne peuvent être rejetées vers le milieu récepteur qu'après contrôle de leur qualité et le cas échéant après traitement approprié. Elles se doivent de respecter les valeurs limites définies par le présent arrêté à l'article 5.4.

Les installations de protection contre l'incendie doivent être correctement entretenues et maintenues en bon état de marche. Elles doivent faire l'objet de vérifications périodiques, au moins une fois par an."

#### **Constats :**

L'exploitant a fourni en amont de la visite le registre de sécurité et a transmis à l'inspection l'ensemble des vérifications suivantes:

- les extincteurs par l'entreprise SICLI du 04/2023 et 03/2024 ;
- la vérification de la centrale de détection Minimax par l'entreprise Uxello en date du 21/02/2024;
- la vérification des systèmes de détection automatique d'étincelles en date du 02/03/2024;
- les RIA ( vérification en interne).

L'exploitant a remis également à l'inspection la réception par le SDIS, en date du 14/10/2020, de la bache souple de 600 m<sup>3</sup> ainsi que les 5 points d'aspiration.

L'inspection a pu constater in-situ la présence de la réserve incendie de 600 m<sup>3</sup> remplie, ainsi que les 5 points d'aspiration, et par échantillonnage, la date du 03/2024 sur plusieurs extincteurs.

Par ailleurs, le SDIS par courrier du 2 juin 2021 atteste que deux formations de maintien et de

<p>perfectionnement des acquis ont été réalisées les 2 et 9 mai 2021 avec les sapeurs-pompiers de Dampierre-le-Château sur le site de Sundeshy Noirlieu.</p> <p>Concernant les trappes de désenfumage, l'exploitant a indiqué à l'inspection que seul le bâtiment neuf, et réceptionné en 2023, en est pourvu. La vérification du système a été réalisée lors de la réception de cette nouvelle construction.</p> <p>L'ensemble des documents fournis et les constats réalisés in situ ne font apparaître aucun écart. Néanmoins, l'inspection a fait remarquer à l'exploitant le manque d'exhaustivité de son registre.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant s'engage à compléter son registre de sécurité, avec notamment:</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• l'ensemble des équipements de sécurité ;</li> <li>• les pressions associées requises et réglementaire pour répondre au référentiel en vigueur sur les matériels concernés, le cas échéant ;</li> <li>• les pressions associées requises et réglementaire pour répondre au référentiel en vigueur sur les matériels concernés, le cas échéant ;</li> <li>• la date de vérification et l'identité de la personne ou de l'organisme qui a réalisé le contrôle ;</li> <li>• les référentiels associés aux vérifications périodiques ;</li> <li>• les écarts constatés ;</li> <li>• les interventions réalisées avec les dates et les noms des intervenants.</li> </ul> <p>L'exploitant s'est engagé à compléter son registre de sécurité courant 2025 en essayant toutefois de le finaliser avant la première campagne.</p> <p>Ce point fera l'objet d'un contrôle lors de la prochaine inspection sur l'établissement</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

## N° 5 : Exploitation

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 08/11/0007, article 3.5</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Vérification périodique des installations électriques</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>"[...] L'exploitant doit tenir à la disposition de l'inspection des installations classées un rapport annuel effectué par un organisme compétent. Ce rapport doit comporter :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• une description des installations présentes dans les zones où peuvent apparaître des atmosphères explosives</li> <li>• une description des mesures prises pour prévenir les risques liés aux effets de l'électricité statique, des courants vagabonds et de la foudre ;</li> <li>• les conclusions de l'organisme concernant l'état de la conformité des installations avec les réglementations en vigueur.</li> </ul> <p>Un suivi formalisé de la prise en compte des mesures correctives doit être tenu à la disposition de l'inspection des installations classées"</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant a fourni à l'inspection les documents suivants:</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• le rapport Q19, contrôle électrique par thermographie infrarouge, réalisé le 29/05/2024;</li> <li>• le rapport Q18, vérification complète des installations électriques, réalisée du 21 au 24/06/2024;</li> </ul> <p>Le rapport Q19 fait apparaître 5 anomalies, deux de priorité 1, deux de priorité 2 et une de priorité 3.</p>

<p>Les cinq écarts ont été levés, 3 en interne, et deux par une société extérieure, en juin 2024 avec le remplacement de 2 cosses sur la presse n°4 et la vérification du ventilateur d'extraction et de l'aspirateur farine à l'aide de la caméra thermique + resserrage des cosses.</p> <p>L'exploitant a remis à l'inspection la facture du prestataire justifiant la réalisation des travaux de retour à la conformité.</p> <p>Le rapport Q18 fait apparaître 8 observations, concernant essentiellement le garage mécanique, dont 3 étaient déjà présentes en 2023:</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Présence de traces d'échauffement anormal d'une canalisation et/ou d'un matériel électrique;</li> <li>• Absence ou inadaptation des dispositifs de protection contre les surintensités;</li> <li>• Dysfonctionnement des dispositifs différentiels à courant résiduel.</li> </ul> <p>Un prestataire extérieur est intervenu à différentes reprises entre août et septembre 2024 afin de lever tous les écarts relatifs au "garage mécanique". Les factures justifiant le retour à la conformité ont été transmises à l'inspection.</p> <p>L'inspection a rappelé à l'exploitant, qu'en plus de faire réaliser les travaux de retour à la conformité, il doit tenir à jour un suivi formalisé de la prise en compte des mesures correctives. Cela permet d'avoir une lecture claire et rapide sur la levée des écarts et la planification des interventions.</p> <p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>Ainsi, l'exploitant s'engage à mettre en place un suivi formalisé reprenant les écarts présents dans les différents rapports avec notamment, la planification des interventions, la date de réalisation des travaux en précisant le type (interne ou externe).</p> <p>Ce point fera l'objet d'un contrôle lors de la prochaine inspection sur l'établissement</p> <p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>
--

## N° 6 : Air et odeurs

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 08/11/2007, article 6.5
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Surveillance des rejets à l'atmosphère
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>"[...]</p> <p><i>Les émissions de poussières issues des fours sécheurs doivent être mesurées tous les mois pendant la période d'activité sur toutes les émissions aériennes canalisées.</i></p> <p><i>Les émissions de CO2, NOx et SO2 issues des fours sécheurs sont mesurées une fois par an par ligne et par produit sur toutes émissions aériennes canalisées.</i></p> <p><i>Les autres paramètres, fixés en valeurs limites de rejet pour les fours sécheurs sont mesurés au moins une fois par an et par émissaire.</i></p> <p><i>Au moins une fois par an, les mesures sont effectuées par un organisme agréé.</i></p> <p><i>Les mesures doivent être effectuées suivant les méthodes définies par les normes en vigueur (voir arrêté du 2 février 1998 ou texte subséquent).</i></p> <p><i>Un bilan des rejets et des teneurs en soufre des combustibles est transmis annuellement à l'inspection des installations classées, accompagné de commentaires sur les causes des dépassements constatés ainsi que les actions correctives mises en œuvre ou envisagées.</i></p> <p><i>Pour les installations de combustion de puissance thermique supérieure à 20 MW, l'exploitant déclare les rejets annuels dans l'atmosphère des polluants suivants : oxydes d'azote, protoxyde d'azote, oxydes de soufre, dioxyde de carbone, méthane et poussières totales, quelle que soit la masse rejetée et tout autre composé au dessus des seuils annexés à l'arrêté du 24 décembre 2002."</i></p>



**Constats :**

L'exploitant a remis à l'inspection l'ensemble des documents relatif à la surveillance des rejets à l'atmosphère.

L'inspection constate que la fréquence prescrite est respectée.

En effet, les émissions de poussières issues des fours sécheurs, "15000" et "20000", ont été mesurées tous les mois durant la période d'activité.

En 2023, ces mesures se sont réalisées de mai à décembre.

Par ailleurs, les mesures des rejets atmosphériques en campagne "luzerne" sur les fours "15000" et "20000" ont été réalisées par l'apave, organisme agréé Cofrac, en date des 26 et 27 juillet 2023.

Les mesures des rejets atmosphériques en campagne "bois" sur le four 20000 (un seul a été utilisé) ont été réalisés par l'apave, organisme agréé Cofrac, en date du 18/08/2023.

Les émissions suivies étaient; les poussières, CO<sub>2</sub>, NO<sub>x</sub> et SO<sub>2</sub>, ainsi que tous les autres paramètres décrits dans le tableau de l'article 6.4.1 de l'arrêté préfectoral n°2007 A 109 IC.

Les valeurs limites d'émission (VLE) ainsi que les débits des fours en campagne "luzerne" sont respectées. Néanmoins, un dépassement en concentration et flux sur le paramètre poussière est observé lors de la campagne "bois".

L'inspection rappelle à l'exploitant que le respect des VLE vaut pour l'ensemble des campagnes et des paramètres de suivi.

Ce volet fera l'objet d'un point de contrôle lors de la prochaine visite inspection.

**Type de suites proposées :** Sans suite